

ARTICLES MAI 2011

ENVIRONNEMENT

Le développement durable, nouvelle rhétorique universelle

Fondation Res-Publica | 19.05.11 | 10h41 • Mis à jour le 19.05.11 | 16h07

En ce début du XXI^e siècle, le "développement durable" fait florès. Devenu aujourd'hui l'impératif catégorique, au moins la feuille de route, non seulement dans le cadre national pour des pays de plus en plus nombreux – Chine comprise – mais aussi à l'échelle de la communauté des nations, il revient rituellement dans les textes issus de l'ONU. Sa présence est également persistante, dans les medias, le discours d'entreprise, voire l'école... Que penser d'un tel succès ?

Première constatation : c'est une véritable flambée conceptuelle qui impose le "développement durable" dans sa dimension universelle au tournant des années 2000.

Certes, la création du concept remonte à 1987 : à l'initiative de l'ONU une commission consacrée "*au développement et à l'environnement*" débouche sur le rapport Bruntland. Un débat s'ensuit d'ailleurs quant à l'adjectif le plus approprié à retenir. Finalement ce sera "*sustainable*" en anglais et "durable" en français à l'exception remarquable du Québec qui préfère la traduction "soutenable". Le débat n'est pas si futile : on le verra par la suite, la sémantique est pour beaucoup dans l'acclimatation générale de ce nouveau concept.

Mais ce sont les sommets de Rio (1992) et surtout de Johannesburg (2002) qui consacrent définitivement "le développement durable". L'Europe adopte alors une "stratégie européenne de développement durable" comportant des objectifs que devraient s'approprier les pays de l'Union. En France, une "stratégie nationale de développement durable" (SNDD) est adoptée en 2010 à la suite du Grenelle de l'environnement, avec des objectifs précis et une batterie d'indicateurs.

Deuxième constatation : ce succès européen est explicable car le lien entre le développement et l'interrogation sur le maintien de ses conditions actuelles est une problématique imposée par la vague verte qui peu à peu s'installe dans le paysage politique de nombreux pays, dont la France. On croit discerner que le "développement durable" veut intégrer cette double dimension dans une synthèse en forme d'espoir pour le futur.

Mais les choses sont loin d'être aussi claires. En même temps, en effet, le développement durable, tout aussi bien dans sa version européenne que dans sa version "onusienne", comporte, à y regarder de près plus de thèmes liés au développement humain qu'à l'environnement. Sur les "neuf défis clés" relevés par le Grenelle de l'environnement, quatre ont trait au second : changement climatique et énergies, biodiversité, production et consommation durables, transport durable. Mais cinq se situent sur un tout autre registre : santé publique, démographie-immigration et inclusion sociale,

pauvreté dans le monde, société de la connaissance et gouvernance. Surtout aucun lien n'est fait entre ces derniers objectifs et les objectifs proprement environnementaux.

C'est la troisième constatation : le développement durable se fonde sur une ambiguïté ou, peut-être, une dualité sous l'unité apparente du concept.

Cette dualité apparaît très clairement dans la "SNDD" qui, à la suite du rapport Stiglitz commandé en 2009 par le président de la République définit ainsi le "développement durable" : *"Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs."*

De même, le sommet de Johannesburg s'exprime ainsi : *"Pour assurer le développement durable, il faut améliorer la qualité de vie de l'ensemble de la population mondiale sans accroître l'utilisation des ressources naturelles au-delà de ce que peut supporter la planète."*

Faut-il penser qu'il y a là la juxtaposition de deux objectifs souhaitables ? L'espoir qu'à terme ils se rejoindront ? Faut-il plutôt croire que le "développement durable" résout la contradiction entre une éradication de la pauvreté qui ne peut être trop regardante sur la dégradation de l'environnement et les impératifs propres à rendre celui-ci "durable" et si oui, par quelle alchimie ?

La question n'a pu être évitée lors du dernier sommet par lequel en septembre 2010 à New York, l'ONU a fait le bilan des dix premières années du siècle en ce qui concerne les "objectifs du Millénaire". Comme le soulignait [l'économiste Esther Duflo](#), la réduction de l'extrême pauvreté semble engagée d'un point de vue purement quantitatif. Mais, ajoutait-elle, cet objectif en lui-même n'empêche pas d'une part que la croissance de l'éducation et de la santé qui sont la clé du développement humain restent très insuffisantes, d'autre part que *"les progrès sont dus essentiellement aux excellentes performances de la Chine et de l'Inde"* lesquelles n'ont pas été acquises dans un souci de préservation de l'environnement.

Manteau de Noé couvrant une dualité d'objectifs dont la synthèse n'a pas encore été trouvée sauf à titre invocatoire, tel est peut-être en ce début de XXI^e siècle le "développement durable". On peut en tirer d'ailleurs des conclusions opposées.

On peut ainsi penser qu'il n'est pas si mauvais de disposer d'un terme permettant à toutes les nations du monde de se projeter dans l'avenir par une rhétorique qui est peut-être nécessaire à l'esprit d'universalité. Toutefois, il ne faut pas non plus se cacher que l'invocation d'un *"concept attrape-tout"* comme disait Roland Barthes peut conduire à une paresse de l'esprit. Il peut aussi servir d'enseigne à bien des choix qui n'ont à voir ni avec le développement ... ni avec la durabilité, comme le montre plus d'une publicité commerciale. Il peut surtout cacher sous le voile d'un consensus universel des désaccords fondamentaux qui gagnent à ne pas apparaître : l'échec du sommet de Copenhague l'a bien montré.

Une autre approche, plus critique, est également légitime. Ne serait-il pas moins hypocrite ou du moins plus approprié, de parler de "développement humain" en gardant à l'esprit que ce développement qui passe en premier par l'éradication de la pauvreté, du déficit de santé et d'éducation – n'en déplaît aux pays riches – inclut aussi la capacité humaine à donner des réponses aux défis créés par ce même développement : démographie, épuisement des ressources naturelles, maîtrise de l'énergie, conscience de la nature publique des biens tels que l'eau ? Ce serait là reconnaître le caractère fondamental des besoins de l'"homme" dont la "planète" est en fait la créature que ce soit pour la piller ou pour inventer les solutions de demain.

Marie-Françoise Bechtel, vice-présidente de la Fondation Res Publica

///

SOCIETE

La crise d'avenir de l'Occident

Le Monde | 27.05.11 | 12h19

De la faillite d'une économie fondée sur le crédit à l'affaire DSK, rencontre inédite entre les deux philosophes parmi les plus lus et traduits en Europe

L'Occident vit une crise de l'avenir: les nouvelles générations ne croient plus qu'elles vivront mieux que celles qui les ont précédées. Une crise de sens, d'orientation et de signification. L'Occident sait à peu près d'où il vient, mais peine à savoir où il va.

Certes, comme disait René Char, *"notre héritage n'est précédé d'aucun testament"* et il appartient à chaque génération de dessiner son horizon. Mais nos tourments ne sont pas sans fondement. Le sens du commun s'est étiolé. A l'heure du chacun pour soi, le sentiment d'appartenance à un projet qui transcende les individualités s'est évaporé. L'effondrement du collectivisme – nationaliste ou communiste – et du progressisme économique a laissé place à l'empire du *"moi je"*. Le sens du *"nous"* s'est dispersé.

L'idée de partage, de bien commun et de communauté semble voler en éclats, notamment à chaque nouvelle révélation de conflits d'intérêts touchant de hauts fonctionnaires. Mais ils sont encore nombreux ceux qui ne souhaitent pas laisser l'idée de communauté aux communautarismes qui hantent une planète déchirée.

Philosophes européens, Peter Sloterdijk et Slavoj Žižek sont de ceux-là. Ils ont accepté de débattre publiquement pour la première fois. Tout les sépare, en apparence. Le premier est un adepte de la philosophie individualiste de Nietzsche, l'autre un marxiste proche des mouvements alternatifs. Le premier est plutôt libéral, le second qualifié de radical.

Grâce à la puissance métaphorique mise au service de ses audaces théoriques, Peter Sloterdijk (prononcez *"Sloterdeik"*) s'attache à saisir l'époque par la pensée, notamment grâce à une morphologie générale de l'espace humain, sa fameuse trilogie des *"sphères"*, qui se présente comme une analyse des conditions par lesquelles l'homme peut rendre son monde habitable. En mariant Marx et Matrix, en jonglant entre Hegel et Hitchcock, le penseur slovène Slavoj Žižek (prononcer *"Slavoï Jijèk"*) est une figure notoire de la *"pop philosophie"*, aussi sévère avec le capitalisme global qu'avec une certaine frange de la gauche radicale, ne cessant d'articuler les références de la culture élitaires (opéra) et populaires (cinéma) aux grandes déflagrations planétaires.

Cette rencontre inédite est liée à la sortie concomitante de deux ouvrages destinés à penser la crise majeure que nous traversons. Avec *Vivre la fin des temps* (Flammarion, 578p., 29 euros), Slavoj Žižek analyse les différentes façons d'appréhender la crise du capitalisme. Car les quatre cavaliers de l'Apocalypse (désastre écologique, révolution biogénétique, marchandisation démesurée et tensions sociales) sont, selon lui, en train de le décimer: le déni (l'idée que la misère ou les cataclysmes, *"cela ne peut pas m'arriver"*), le marchandage (*"laissez-moi le temps de voir mes*

enfants diplômés"), la dépression ("*je vais mourir, pourquoi me préoccuper de quoi que ce soit*" et l'acceptation ("*je n'y peux rien, autant m'y préparer*").

Et de proposer des alternatives et des initiatives collectives afin de retrouver le sens d'un communisme débarrassé de sa grégarité allié à un christianisme délivré de sa croyance en la divinité. Avec *Tu dois changer ta vie* (Libella/Maren Sell, 654p., 29euros), Peter Sloterdijk esquisse d'autres solutions, plus individuelles et spirituelles. Inspiré par le poème de Rainer Maria Rilke consacré à un torse antique du Louvre, il cherche dans les exercices spirituels des religieux à inventer un nouveau souci de soi, un autre rapport au monde.

De la faillite du crédit à l'affaire DSK, un dialogue inédit pour changer de voie.

Nicolas Truong (Débat)

///

SOCIETE

Des idées-force pour éviter les impasses de la globalisation

Le Monde | 27.05.11 | 12h19

Pour la première fois depuis 1945, l'idée d'avenir est en crise en Europe. Et l'Occident peine à croire au progrès, à l'image de ces nouvelles générations qui n'imaginent plus qu'elles vivront mieux que celles de leurs aînés. Désaffection politique, crise économique ou crispation identitaire : comment caractériser le moment que nous traversons ? Et peut-on, selon vous, parler d'une crise de civilisation

Peter Sloterdijk : Que voulons-nous dire, lorsque nous employons le terme de "*civilisation occidentale*", dans laquelle nous vivons depuis le XVII^e siècle ? A mon avis, nous parlons d'une forme de monde créé sur l'idée de la sortie de l'ère du passéisme. La primauté du passé a été rompue ; l'humanité occidentale a inventé une forme de vie inouïe fondée par l'anticipation de l'avenir. Cela signifie que nous vivons dans un monde qui se "*futurise*" de plus en plus. Je crois donc que le sens profond de notre "*être-dans-le-monde*" réside dans le futurisme, qu'il est le trait fondamental de notre façon d'exister.

La primauté de l'avenir date de l'époque où l'Occident a inventé ce nouvel art de faire des promesses, à partir de la Renaissance, au moment où le crédit est entré dans la vie des Européens. Pendant l'Antiquité et le Moyen Age, le crédit ne jouait presque aucun rôle parce qu'il était entre les mains des usuriers, condamnés par l'Eglise. Tandis que le crédit moderne, lui, ouvre un avenir. Pour la première fois, les promesses de remboursements peuvent être remplies ou tenues. La crise de civilisation réside en ceci: nous sommes entrés dans une époque où la capacité du crédit d'ouvrir un avenir tenable est de plus en plus bloquée, parce qu'aujourd'hui on prend des crédits pour rembourser d'autres crédits.

Autrement dit, le "*créditisme*" est entré dans une crise finale. On a accumulé tant de dettes que la promesse du remboursement sur laquelle repose le sérieux de notre construction du monde ne peut pas être tenue. Demandez à un Américain comment il envisage le remboursement des dettes accumulées par le gouvernement fédéral. Sa réponse sera sûrement: "*personne ne le sait*", et je crois que ce non-savoir est le noyau dur de notre crise.

Personne sur cette Terre ne sait comment rembourser la dette collective. L'avenir de notre civilisation se heurte à un mur de dettes.

Slavoj Zizek : J'adhère pleinement à cette idée d'une crise du "*futurisme*" et de la logique de crédit. Mais prenons la crise économique dite des subprimes de 2008: tout le monde sait qu'il est impossible de rembourser ces crédits hypothécaires, mais chacun se comporte comme s'il en était capable. J'appelle cela, dans mon jargon psychanalytique, un désaveu fétichiste: "*Je sais bien que c'est impossible, mais quand même, je vais essayer...*" On sait très bien qu'on ne peut pas le faire, mais on agit en pratique comme si on pouvait le faire. Cependant, j'emploierais le terme "*futur*" pour désigner ce que Peter Sloterdijk appelle le "*créditisme*". Le terme "*avenir*", d'ailleurs, me semble plus ouvert. La formule "*no future*" est pessimiste mais le mot "*avenir*" est plus optimiste. Et je ne cherche pas, ici, à relancer le communisme de Marx qui s'apparente, en effet, à un créditisme démesuré.

Afin de caractériser notre situation, économique et politique, idéologique et spirituelle, je ne peux que rappeler une histoire probablement apocryphe. Il s'agit d'un échange de télégrammes entre les états-majors allemand et autrichien pendant la Grande Guerre. Les Allemands avaient envoyé un télégramme aux Autrichiens en leur disant: "*Chez nous, la situation sur le front est sérieuse mais pas catastrophique*", et les Autrichiens avaient répondu: "*Chez nous la situation est catastrophique mais pas sérieuse*" ! Et c'est cela le catastrophique: on ne peut pas payer ses dettes, mais, d'une certaine façon, on ne prend pas ça au sérieux. Outre ce mur de dettes, l'époque actuelle s'approche d'une sorte de "*degré zéro*".

Premièrement, l'immense crise écologique nous impose de ne pas continuer dans cette voie politico-économique. Deuxièmement, le capitalisme, à l'image de la Chine, n'est désormais plus naturellement associé à la démocratie parlementaire. Troisièmement, la révolution biogénétique nous impose d'inventer une autre biopolitique. Quant aux divisions sociales mondiales, elles créent les conditions d'explosions et d'émeutes populaires sans précédent...

L'idée de collectif est également touchée par la crise. Comment, à l'heure de l'individualisme débridé, redonner sens au "*commun*" ?

S. Z.: Même si nous devons rejeter le communautarisme naïf, l'homogénéisation des cultures, tout comme ce multiculturalisme qui est devenu l'idéologie du nouvel esprit du capitalisme, nous devons faire dialoguer les civilisations et les individus singuliers. Au niveau des particuliers, il faut une nouvelle logique de la discrétion, de la distance, voire de l'ignorance. Alors que la promiscuité est devenue totale, c'est une nécessité vitale, un point crucial.

Au niveau collectif, il faut en effet inventer une autre façon d'articuler le commun. Or le multiculturalisme est une fausse réponse au problème, d'une part parce qu'il est une sorte de racisme désavoué, qui respecte l'identité de l'autre mais l'enferme dans son particularisme. C'est une sorte de néocolonialisme qui, à l'inverse du colonialisme classique, "*respecte*" les communautés, mais du point de vue de sa posture d'universalité. D'autre part, la tolérance multiculturelle est un leurre qui dépolitise le débat public, renvoyant les questions sociales aux questions raciales, les questions économiques aux considérations ethniques.

Il y a aussi beaucoup d'angélisme dans cette posture de la gauche postmoderne. Ainsi le bouddhisme, par exemple, peut-il servir et légitimer un militarisme extrême: dans les années 1930-1940, l'établissement du bouddhisme zen n'a pas seulement soutenu la domination de l'impérialisme japonais mais l'a même légitimé. J'utilise volontiers le mot de "*communisme*", car mes problèmes en réalité sont ceux des biens "*communs*", comme la biogénétique et l'écologie.

P. S.: Il faut retrouver la véritable problématique de notre ère. Le souvenir du communisme et de cette grande expérience tragique de la politique du XX^e siècle nous rappelle qu'il n'y a de solution idéologique dogmatique et automatique. Le problème du XXI^e est celui de la coexistence au sein d'une "*humanité*" devenue une réalité physiquement. Il ne s'agit plus de "*l'universalisme abstrait*" des Lumières, mais de l'universalité réelle d'un collectif monstrueux qui commence à être une communauté de circulation réelle avec des chances de rencontres permanentes et des chances de collisions élargies.

Nous sommes devenus comme des particules dans un gaz, sous pression. La question est désormais celle du lien social au sein d'une trop grande société; et je crois que l'héritage des prétendues religions est important, parce qu'elles sont les premières tentatives de synthèses méta-nationales et méta-ethniques.

Le sangha bouddhiste était un vaisseau spatial, où tous les déserteurs de toutes les ethnies pouvaient se réfugier. De la même manière, on pourrait décrire la chrétienté, sorte de synthèse sociale qui transcende la dynamique des ethnies fermées et les divisions des sociétés de classes. Le dialogue des religions à notre époque n'est rien d'autre que le reformatage du problème du "*communisme*".

La réunion qui a eu lieu à Chicago en 1900, le congrès des religions mondiales, était une façon de poser la question de notre actualité à travers ces fragments, ces représentants de n'importe quelle provenance, les membres de la famille humaine qui s'étaient perdus de vue après l'exode africain... A l'âge du rassemblement, il faut poser et reformater tout ce qu'on a pensé jusqu'ici sur le lien de coexistence d'une humanité débordante. C'est pour cela que j'emploie le terme de "*co-immunisme*".

Toutes les associations sociales de l'histoire sont en effet des structures de co-immunité. Le choix de ce concept rappelle l'héritage communiste. Dans mon analyse, le communisme remonte à Rousseau et à son idée de "*religion de l'homme*". C'est un concept immanent, c'est un communautarisme à l'échelle globale. On ne peut pas échapper à la nouvelle situation mondiale. Dans mon livre, la déesse ou entité divine qui apparaît dans les dernières pages, c'est la crise: elle est la seule instance qui possède assez d'autorité pour nous pousser à changer notre vie. Notre point de départ est une évidence écrasante: on ne peut pas continuer comme ça.

S.Z.: Mon idée ne consiste pas tant à chercher un "*co-immunisme*" qu'à revivifier l'idée d'un véritable communisme. Mais rassurez-vous, il s'agit plutôt de celui de Kafka que celui de Staline, davantage celui de d'Erik Satie que celui de Lénine! En effet, dans son dernier récit, Joséphine la cantatrice ou le peuple des souris, dessine l'utopie d'une société égalitaire, un monde où les artistes, comme cette cantatrice Joséphine, dont le chant rassemble, subjugué et méduse les foules, et qui est célébrée sans pour autant obtenir d'avantages matériels.

Une société de reconnaissance qui maintient le rituel, revivifie les fêtes de la communauté, mais sans hiérarchie ni grégarité. Idem pour Erik Satie. Tout pourtant, semble éloigner de la politique le fameux auteur des Gymnopédies, qui déclarait composer une "*musique d'ameublement*", une musique d'ambiance ou de fond. Et pourtant, il fut membre du Parti communiste. Mais loin d'écrire des chants de propagande, il donnait à écouter une sorte d'intimité collective, à l'exact opposée de la musique d'ascenseur. Et c'est cela mon idée du communisme.

Pour sortir de cette crise, Peter Sloterdijk, vous optez sur la réactivation des exercices spirituels individuels alors que vous, Slavoj Zizek, insistez sur les mobilisations politiques collectives ainsi sur la réactivation de la force émancipatrice du christianisme. Pourquoi de telles divergences ?

P.S.: Je propose d'introduire le pragmatisme dans l'étude des prétendues religions; cette dimension pragmatique vous oblige à regarder de plus près ce que font les religieux, à savoir des pratiques intérieures et extérieures, que l'on peut décrire comme des exercices qui forment une structure de personnalité. Ce que j'appelle le sujet principal de la philosophie et de la psychologie, c'est le porteur des séries d'exercices qui composent la personnalité. Et quelques-unes des séries d'exercices qui constituent la personnalité peuvent être décrites comme religieuses.

Mais qu'est-ce que ça veut dire ? On fait des mouvements mentaux pour communiquer avec un partenaire invisible, ce sont des choses absolument concrètes que l'on peut décrire, il n'y a rien de mystérieux en tout cela. Je crois que jusqu'à nouvel ordre, le terme "*système d'exercices*", est mille fois plus opératoire que le terme de "*religion*" qui renvoie à la bigoterie d'Etat des Romains. Il ne faut pas oublier que l'utilisation des termes "*religion*", "*piété*" ou "*fidélité*" était chez les Romains réservée aux épithètes que portaient les légions romaines stationnées dans la vallée du Rhin et partout ailleurs.

Le plus grand privilège d'une légion était de porter les épithètes *pia fedilis*, parce que cela exprimait une loyauté particulière à l'empereur à Rome. Je crois que les Européens ont tout simplement oublié ce que "*religio*" veut dire. Le mot, signifie littéralement "*diligence*". Cicéron en a donné la bonne étymologie : lire, legere, religere, c'est-à-dire étudier attentivement le protocole pour régler la communication avec les êtres supérieurs. C'est donc une sorte de diligence, ou dans ma terminologie, un code d'entraînement. Pour cette raison je crois que "*le retour du religieux*" ne serait efficace que s'il pouvait conduire à des pratiques d'exercices intensifiés.

En revanche, nos "*nouveaux religieux*" ne sont que des rêveurs paresseux la plupart du temps. Mais au XX^e siècle, le sport a pris le dessus dans la civilisation occidentale. Ce n'est pas la religion qui est revenue, c'est le sport qui est réapparu, après avoir été oublié pendant presque 1500 ans. Ce n'est pas le fidéisme, mais l'athlétisme qui a occupé le devant de la scène. Pierre de Coubertin voulait créer une religion du muscle au tournant du XX^e siècle. Il a échoué comme fondateur d'une religion, mais il a triomphé comme créateur d'un nouveau système d'exercices.

S. Z. : Considérer la religion comme ensemble de pratiques corporelles, cela existait déjà chez les avant-gardes russes. Le réalisateur soviétique Sergueï Eisenstein (1898-1948) a écrit un très beau texte sur le jésuite Ignace de Loyola (1491-1556), pour qui il s'agissait d'oublier Dieu, sinon comme quelqu'un qui a mis en place certains exercices spirituels. Ma thèse du retour au christianisme est très paradoxale : je crois que ce n'est qu'à travers le christianisme que l'on peut véritablement se sentir vraiment athée.

Si vous considérez les grands athéismes du XX^e siècle, il s'agit en réalité d'une tout autre logique, celle d'un "*créditisme*" théologique. Le physicien danois Niels Bohr (1885-1962), l'un des fondateurs de la mécanique quantique, a été visité par un ami dans sa datcha. Mais celui-ci hésitait à passer la porte de sa maison à cause d'un fer de cheval qui y était cloué – une superstition pour empêcher les mauvais esprits d'entrer. Et l'ami dit à Bohr : "*Tu es un scientifique de premier rang, alors comment peux-tu croire à ses superstitions populaires?*" "*Je n'y crois pas !*", répondit Niels Bohr. "*Mais pourquoi laisses-tu donc ce fer à cheval, alors*", insista l'ami. Et Niels Bohr eut cette très belle réponse: "*Quelqu'un m'a dit que ça fonctionne, même si on n'y croit pas !*" Ce serait une assez bonne image de notre idéologie actuelle.

Je crois que la mort du Christ sur la croix signifie la mort de Dieu, et qu'il n'est plus le Grand Autre qui tire les ficelles. La seule façon d'être croyant, après la mort du Christ, est de participer à des liens collectifs égalitaires. Le christianisme peut être entendu comme une religion d'accompagnement de l'ordre existant ou une religion qui dit "*non*" et aider à y résister. Je crois que le christianisme et le marxisme doivent combattre ensemble le déferlement des nouvelles

spiritualités ainsi que la grégarité capitaliste. Je défends une religion sans Dieu, un communisme sans maître.

P. S. : Admettons que nous soyons dans la séance de clôture du concile de Nicée et que l'un des archevêques pose la question dans la réunion: faut-il mettre à l'index notre frère Slavoj Zizek ? Je crois que la grande majorité voterait l'anathème, car il commet ce que les anciens appelaient une "hérésie". Slavoj Zizek assume une attitude sélective par rapport à la vérité entière : hérésie signifie sélection. Et la sélection dans ce cas précis, c'est d'omettre la suite de l'histoire biblique, qui parle de résurrection après la mort du Christ. Mais si l'on omet la résurrection, on oublie l'essentiel parce que le message du christianisme c'est que la mort ne nous menace plus. Le succès mondial du christianisme ne reposait pas seulement sur le message de l'amour universel mais surtout sur la neutralisation des menaces que faisait peser la mort sur chaque conscience. Sans omettre la phobocratie païenne : Tous les empires sont fondés sur le pouvoir de la peur. On peut raconter l'histoire comme Slavoj Zizek l'a fait, mais il faut ajouter une deuxième dimension libératrice : sans rupture avec la phobocratie, il n'y a pas de liberté, ni chrétienne ni athée. Sinon, on ne fait que changer de seigneur ; Jupiter ou le Christ, ça ne fait aucune différence tant que les deux divinités demeurent des puissances phobocrates.

Malheureusement, le christianisme est devenu la phobocratie la plus terrible de toute l'histoire des religions, surtout grâce à Augustin qui, avec sa théorie de la prédestination, a créé un véritable réacteur de peurs, que la philosophie des Lumières a heureusement interrompu. Même dans l'aventure communisme, la phobocratie chrétienne a persisté sous la forme du terrorisme d'Etat ! Et ce n'est pas terminé. La phobocratie musulmane n'est pas prête de s'arrêter. Pour tous ceux qui cherchent une sortie de l'univers concentrationnaire des phobocraties classiques, il faut reconstruire la dimension émancipatrice d'un christianisme éclairé. Et j'accepte volontiers une reconstruction athée, à condition de mettre l'accent sur la suppression de l'élément phobocrate de l'ancien paganisme.

Le moment historique que nous traversons semble être marqué par la colère. Une indignation culmine dans le mot d'ordre "Dégage!" des révolutions arabes ou des protestations démocratiques espagnoles. Or, à y croire Slavoj Zizek, vous êtes trop sévère, Peter Sloterdijk, à l'égard des mouvements sociaux qui proviendrait selon vous du ressentiment.

P. S.: Il faut distinguer la colère et le ressentiment. A mon avis, il y a toute une gamme d'émotions qui appartiennent au régime du thymos, c'est-à-dire au régime de la fierté. Il existe une sorte de fierté primordiale, irréductible, qui est au plus profond de notre être. Sur cette gamme thymotique s'exprime la jovialité, contemplation bienveillante de tout ce qui existe. Ici, le champ psychique ne connaît pas de trouble. On descend un peu dans l'échelle des valeurs, c'est la fierté de soi.

On descend encore un peu, c'est la vexation de cette fierté qui provoque la colère. Si la colère ne peut pas s'exprimer, condamnée à attendre, pour s'exprimer plus tard et ailleurs, cela conduit au ressentiment, et ainsi de suite jusqu'à la haine destructrice qui veut anéantir l'objet d'où est sortie l'humiliation. N'oublions pas que la bonne colère, selon Aristote, c'est le sentiment qui accompagne le désir de justice. Une justice qui ne connaît pas la colère reste une velléité impuissante. Les courants socialistes du XIX^e et XX^e siècle ont créé des points de collecte de la colère collective, sans doute quelque chose de juste et d'important. Mais trop d'individus et trop d'organisations de la gauche traditionnelle ont glissé vers le ressentiment. D'où l'urgence à penser et imaginer une nouvelle gauche au-delà du ressentiment.

S.Z.: Ce qui satisfait la conscience dans le ressentiment, c'est plus de nuire à l'autre et de détruire l'obstacle que de profiter de moi-même. Nous slovènes, sommes comme ça par nature. Vous connaissez la légende où un ange apparaît à un paysan et lui demande: "*Veux-tu que je te donne une*

vache? Mais attention, je vais aussi donner deux vaches à ton voisin !" Et le paysan slovène dit: "Bien sûr que non !" Mais pour moi, le ressentiment, ce n'est jamais vraiment l'attitude des pauvres. Plutôt l'attitude du pauvre maître, comme Nietzsche l'a très bien analysée. C'est la morale des "esclaves".

Seulement, il s'est un peu trompé du point de vue social: ce n'est pas l'esclave véritable, c'est l'esclave qui, comme le Figaro de Beaumarchais, veut remplacer le maître. Dans le capitalisme, je crois qu'il y a une combinaison très spécifique entre l'aspect thymotique et l'aspect érotique. C'est-à-dire que l'érotisme capitaliste est médiatisé par rapport à un mauvais thymotisme, qui engendre le ressentiment. Je suis d'accord avec Peter Sloterdijk : au fond le plus compliqué c'est de savoir comment penser l'acte de donner, au-delà de l'échange, au-delà du ressentiment.

Je ne crois pas vraiment dans l'efficacité de ces exercices spirituels que propose Peter Sloterdijk. Je suis trop pessimiste, pour cela. A ces pratiques auto-disciplinaires, comme chez les sportifs, je veux y ajouter une hétérotopie sociale. C'est pourquoi j'ai écrit le chapitre final de *Vivre la fin des temps* où j'entrevois un espace utopique communiste, en me référant à ces œuvres qui donnent à voir et à entendre ce que l'on pourrait appeler une intimité collective. Je m'inspire aussi de ces films de science-fiction utopiques, où il y a des héros errants et des types névrosés rejetés qui forment de véritables collectivités. Des parcours individuels peuvent aussi nous guider.

Ainsi, on oublie souvent que Victor Kravtchenko (1905-1966), le dignitaire soviétique qui dénonça très tôt les horreurs du stalinisme dans *J'ai choisi la liberté* et qui fut ignoblement attaqué par les intellectuels pro-soviétiques, écrivit une suite, intitulée *J'ai choisi la justice*, alors qu'il luttait en Bolivie et organisait un système de production agricole plus équitable. Il faut suivre et encourager les nouveaux Kravtchenko qui émergent de partout aujourd'hui, de l'Amérique du Sud aux rivages de la Méditerranée.

P.S.: Je pense que vous êtes victime de l'évolution psycho-politique des pays de l'Est. En Russie, par exemple, chacun porte en soi un siècle entier de catastrophe politique et personnelle sur ses épaules. Les peuples de l'Est expriment cette tragédie du communisme et n'en sortent pas. Tout cela forme une espèce de boucle de désespoir autogène. Je suis pessimiste par nature, mais la vie a réfuté mon pessimisme originel. Je suis donc pour ainsi dire un apprenti-optimiste. Et là je pense que nous sommes assez proches l'un de l'autre parce que nous avons parcouru des biographies parallèles dans un certain sens à partir de points de départ radicalement différents, tout en lisant les mêmes livres.

Juste un mot sur l'affaire Dominique Strauss-Kahn. S'agit-il d'une simple affaire de mœurs ou bien du symptôme d'un malaise plus important?

P.S.: Indéniablement, il s'agit d'une affaire planétaire qui dépasse le simple fait divers. Dominique Strauss-Kahn est peut-être innocent. Mais cette histoire révèle que le pouvoir exorbitant détenu par un individu peut créer une sorte de religion des puissants que je qualifierais de panthéisme sexuel. Nous croyions en avoir terminé avec les rois soleil. Mais, curieusement, le XXI^e siècle multiplie par dix mille ces hommes de pouvoir qui s'imaginent que tous les objets de leur désir peuvent être pénétrés par leur rayonnement.

S.Z.: Le seul aspect intéressant de l'affaire DSK, c'est la rumeur selon laquelle ses amis auraient approché la famille de la victime supposée en Guinée, offrant une somme exorbitante d'argent si Nafissatou Diallo retirait sa plainte. Si cela est vrai, quel dilemme ! Faut-il choisir la dignité ou l'argent qui peut sauver la vie d'une famille, en lui donnant la possibilité de vivre dans la prospérité ? C'est cela, qui résumerait la véritable perversion morale de notre temps.

Propos recueillis par Nicolas Truong

////

MEDIA

Exigence de transparence

Le Monde | 20.05.11 |

Ce fut une sidération citoyenne et journalistique. Par les chemins de la fiction, le réel nous laissait bouche bée. La série américaine du samedi soir affichait un personnage aux traits bien connus : un Français promis à un avenir suprême. Arrestation, expertises, audition, au fil des heures nous vivions la succession classique des ingrédients de ces histoires mille fois vues, à ceci près que chacune de ces images-là accélérât la chute d'un puissant dénommé Dominique Strauss-Kahn.

Très vite la sidération prit fin quand on entendit la responsable du Front national affirmer qu'elle n'était pas étonnée : *"La vérité, et tout le monde le sait, c'est que Paris bruisse depuis des mois sinon des années dans les milieux politiques ou journalistiques de relations assez pathologiques de M. Strauss-Kahn à l'égard des femmes... C'est un peu le système en France, on ne parle pas sous prétexte que c'est la vie privée..."* L'antienne du FN *"seul à dire les choses"* est bien connue.

Mais la polémique reprit avec l'entrée en scène des confrères américains. La valeur vérité allait être mise à mal. La France avait crié sa colère de voir ainsi livré à la vindicte du regard mondial l'un de ses illustres compatriotes ; les journalistes américains répliquaient par la connivence "bien connue" qui conduit au mutisme tricolore dès que l'intimité des politiques est en cause. Et d'exhumer la fille cachée d'un président, la séparation d'un couple d'opposants... Plutôt que de donner des leçons, les plumes françaises étaient conviées à balayer devant leur porte.

Mieux, et non sans raison, des confrères parisiens rappelaient à leur tour qu'ils ne se s'étaient pas tus, qu'ils avaient fait ce qu'ils estimaient être leur travail, quitte à s'exposer à quelques mauvais coups en retour dans la dénonciation d'un *"rapport aux femmes frôlant le harcèlement"* de la part de Dominique Strauss-Kahn.

Ainsi, alors que, pour l'heure, on ignore encore les faits précis, le détail des circonstances d'un dossier qui bouleverse la politique et l'économie mondiales, le journalisme s'invite de lui-même à s'étriper en place publique. Et non sans ironie compte tenu de ce constat de méconnaissance, à s'envoyer à la figure l'épineuse question de l'enquête. Dont acte. Pas étonnant que 57 % de Français pensent que cette affaire n'est qu'un monstrueux complot. Ou la valeur vérité réduite à néant que la théorie du complot renvoie toujours à une autre théorie du complot.

Peut-on alors se risquer à savoir ce qu'il en est de cette fameuse investigation ? La liberté d'impression comme le dit joliment Jean-Luc Godard conditionne bien sûr l'exercice de l'investigation. Et de ce point de vue, la multiplicité des supports d'information permet de contourner le triste sire qui rêverait d'un quelconque rétablissement de l'antique censure. Ces stratégies n'ont d'ailleurs guère à être mises en oeuvre. Osons écrire que le journaliste français est libre. L'époque du ministre Alain Peyrefitte inaugurant le journal télévisé relève de la section des momies du Louvre.

Pour autant, le sexe et la politique ne sont pas les territoires banalisés des colonnes de nos journaux. Car l'enquête n'a peut-être pas la même histoire ici et là-bas. Le "fouille-merde" cher à nos politiques quand ils manifestent leur bonheur à lire, écouter ou voir de plaisantes révélations, est une invention américaine. Ida Tarbell fut à l'origine de cette appellation présidentiellement contrôlée par Théodore Roosevelt. Au début du XX^e siècle, la journaliste fut qualifiée de *muckraker* parce qu'elle dénonçait les méfaits d'un certain John D. Rockefeller dans l'exploitation des femmes et des enfants, nouveaux employés de l'industrie pétrolière.

L'investigative journalism s'enracine dans une tradition sociale bâtie sur la défense du faible. Rapidement, il fera l'objet d'une théorisation, d'un enseignement spécifique. L'enquête est considérée comme un pilier de la production de l'information américaine. Un art de faire indissociable du système judiciaire accusatoire. Le journaliste met en lumière dans le cadre d'une démocratie légale qui l'accompagne, à l'instar des parties au procès qui produisent leurs preuves.

L'exigence de transparence englobe tous les secteurs de la vie publique ou privée, de la chasse à la corruption comme à celle du mensonge, et cela dans cette même recherche de l'élément qui démontre. Le puritanisme ambiant veut une exemplarité à tous crins ; y contrevenir, c'est s'engager à être exposé au plus grand nombre qui vous juge à la façon du magistrat dans son tribunal. A moins que vous ne soyez en mesure de contredire, arguments à l'appui, la plainte qui vous vise. Dans ce rapport à la vérité, le sexe fait partie du spectre que l'on explore. Il touche les plus puissants, entrepreneurs et même policiers. Actuellement en librairie aux Etats-Unis, on peut trouver le "top ten" des scandales sexuels politiques.

La France des années 1900 a connu cette même indignation journalistique devant l'injustice sociale. Bagne ou Tour de France, les écrits d'Albert Londres et de ses confrères pointent un même doigt de justicier. Avec l'avènement du journalisme, le commentaire politique règne d'abord en maître. L'importation des techniques américaines du reportage ont permis que soient ensuite publiées les premières affaires politico-judiciaires et bien après jusque sur le petit écran. Mais l'enquête n'est pas ce fondement de la production d'informations. Certes les enquêteurs sont bien là. Il leur faut ce fil du document, du témoignage qui désignent, de l'action judiciaire qui oppose des parties.

Mais l'initiative journalistique pure est chose rare. L'enquête française est toujours en relation avec un événement déclencheur. De plus, elle s'est aussi fixé des limites déontologiques, comme le respect de la vie privée. Depuis peu, ce principe s'amende. Cette vie privée oblige maintenant à une indéfectible transparence, quelle que soit l'importance du ministre. Fin de -l'omerta, de la connivence ou des avantages en nature. Ce n'était pas le cas il y a peu. Le sexe est souvent resté sujet de gaudriole et de sous-entendus pour machistes.

Certes, on le publie, on le commente mais sans lui conférer le statut d'information. De quoi nous préserver tous d'une forme d'horreur médiatique. Soit, mais si la chambre est payée aux frais de la République ? Quand, derrière la porte, les pratiques se font intolérables ? Faut-il que nos légitimes préventions évoluent ? "L'affaire DSK" repose la question d'une valeur vérité dont les démocraties souffrent davantage chaque jour.

Hervé Brusini est l'auteur de *Copie conforme* (Seuil, 144 p., 14 euros).

Hervé Brusini, directeur de la rédaction nationale Web à France Télévisions

////

MEDIA

L'affaire Strauss-Kahn, leçon de démocratie

Le Monde | 21.05.11 |

Atteinte aux droits de l'homme", *"mise à mort médiatique"*, *"traitement injuste"*, *"mise en scène judiciaire honteuse"* : les griefs contre le sort réservé à Dominique Strauss-Kahn formulés par les élites intellectuelles, politiques et économiques françaises, dans des cercles privés comme publics, ont traversé les clivages partisans.

Ce concert d'indignations dépasse en effet le seul cadre des amis et des fidèles de l'ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI) et candidat potentiel à la primaire socialiste pour l'élection présidentielle de 2012 en France. Même les Français, par le biais des sondages, partagent l'incrédulité des classes dirigeantes en évoquant *"la brutalité des images"* et *"une manipulation"*.

Cette sidération est pourtant proprement française. Elle renvoie aux archaïsmes de notre société et à la place de la justice dans notre démocratie si pauvre en culture de contre-pouvoir. Une fois de plus, les élites françaises se scandalisent du fonctionnement de la justice quand elle s'applique à l'un d'eux. En France, à la fin des années 1990, quand le monde politique et économique a dû répondre devant les juges des dérives financières mélangeant l'argent public et privé, il a, d'un coup, découvert l'horreur du régime, déjà ancien, des gardes à vue et de la détention. Il a fallu, alors, d'urgence, réduire les prérogatives du juge d'instruction, suspecté de s'ériger en juge de la démocratie et de la bonne gestion.

Cette fois-ci, une justice étrangère réserve à un membre éminent de l'univers politique français, proche des cercles de pouvoir économiques et intellectuels et accusé de faits criminels, un traitement égal à celui de tout justiciable.

Selon de nombreux commentaires émanant de responsables français, la justice américaine aurait commis une forme d'abus de pouvoir et se serait fait de la publicité sur le dos de M. Strauss-Kahn en l'exhibant ainsi devant les caméras. Il aurait dû être protégé. N'a-t-il pas, a-t-on pu lire et entendre, rendu de grands services dans le cadre de ses fonctions professionnelles ?

Mais la première injustice du système judiciaire américain ne réside pas dans ce traitement, qui est tout à fait ordinaire aux Etats-Unis. Ce qui paraît brutal, vu de France, n'est que l'absence de prise en compte, dans ce pays étranger, de considération sociale dans la façon de traiter le suspect. Ce qui paraît violent au public français n'est que l'absence d'égards dus, pense-t-on, à la "caste sociale" de l'intéressé.

L'iniquité de la justice américaine est pourtant avant tout économique. Elle se trouve en effet dans la place extraordinaire prise par l'argent dont dispose l'accusé pour se défendre. De sa fortune dépend la qualité des avocats et des moyens déployés pour soutenir sa cause devant la justice. A ce titre, M. Strauss-Kahn figure parmi les privilégiés, et son incarcération a obéi tout de même à des considérations humaines puisqu'il n'a pas été mêlé aux autres prisonniers au cours de sa détention.

Il n'est pas victime avant même d'avoir été jugé. La protection offerte à la plaignante à l'origine des accusations retenues contre M. Strauss-Kahn, par les services de police et du procureur new-yorkais, permet avant tout d'équilibrer le jeu judiciaire.

A l'abri des pressions, la présumée victime n'est pas un pion instrumentalisé dans le cadre d'une chasse à l'homme ; sa protection illustre, de façon concrète, l'indépendance de la justice et permet de maintenir l'égalité d'un rapport de forces inévitable entre les parties.

Il existe, certes, une mise en scène de la part des chefs de la police et du parquet, mais c'est celle d'une justice élue qui rend des comptes à ses électeurs sur le terrain de son indépendance. Enfin, nous ne sommes pas confrontés dans cette affaire à un accès de puritanisme anglo-saxon, comme celui dont les Américains ont pu faire preuve notamment dans le cas de Bill Clinton pour l'affaire Lewinsky. C'est un dossier criminel qui repose sur des chefs de poursuite graves.

Ce qui choque, en France, finalement, c'est cette culture de contre-pouvoir américain. Chez nous, historiquement, la justice a été construite pour protéger les biens et les personnes, et non pour s'ériger en véritable pilier de la démocratie, à hauteur des pouvoirs politique et économique.

Il a fallu beaucoup d'efforts, dans les années 1990, pour que la justice française s'arme contre les grands délits financiers derrière lesquels se cachaient le financement illégal de la vie politique, la corruption d'élus et les bilans truqués des grands groupes.

Mais, depuis les années 2000, le pouvoir politique, soutenu par la puissance économique, a tué cette volonté émancipatrice d'une justice qui était en passe de rééquilibrer les pouvoirs au sein de notre démocratie et, par là même, de moderniser le lien entre la démocratie française, la République et ses élites. Que la justice s'occupe des agresseurs de vieilles dames et des pilleurs de banques ! Une vraie justice de classe.

L'"Angolagate", les affaires Chirac ou Bettencourt, et tant d'autres, n'ont fait que démontrer à quel point le pouvoir politique, en France, entend contrôler étroitement le cours de la justice au gré de considérations douteuses, voire partisans, et souvent liées à la puissance des personnes et des intérêts potentiellement visés par des poursuites judiciaires.

Même le traitement réservé à certains témoins dans des volets du dossier Bettencourt a montré que la puissance publique, par la voie du parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine) et des policiers, pouvait tenter de transformer des plaignants en suspects.

L'indignation française dans l'affaire DSK agit comme un miroir d'une démocratie bancale. La rencontre entre l'un des membres les plus éminents de l'élite, et la justice américaine n'est pas brutale en soi : elle montre surtout le chemin qui reste à

////

MEDIA ET POLITIQUE

Une inadmissible "justice spectacle"

Le Monde | 20.05.11 | La "justice spectacle" américaine, qui tient assurément des superproductions hollywoodiennes, est proprement abominable. Les images de Dominique Strauss-Kahn sortant, sous le crépitement des flashes, du commissariat d'Harlem, menotté dans le dos, encadré par des policiers à la mine patibulaire - qui ne sont d'ailleurs pas sans rappeler celles de Lee Harvey Oswald, l'assassin présumé de John Fitzgerald Kennedy, sortant d'un bâtiment de police de Dallas en novembre 1963, pareillement escorté (il sera, lui, abattu en direct par Jack Ruby - DSK l'a peut-être

échappé belle !), ces images sont donc insoutenables et surtout indignes d'une nation qui se veut une grande démocratie : on en viendrait presque à aimer le système judiciaire français qui, lui, au moins, depuis 2000, n'autorise pas la diffusion de telles images.

Cette "parade spatiale", nous dit-on outre-Atlantique, est faite à la fois pour humilier les inculpés (pourtant présumés innocents !) et dissuader d'éventuels malfaiteurs de commettre des entorses à la loi. Sur ce dernier point, nous devons redire qu'aucune peine ou mise en scène n'a jamais dissuadé quelque personne que ce soit de violer la loi, les violations légales obéissant, pour chacune, à des mobiles sociaux ou personnels particuliers.

Sur le premier point de l'humiliation, l'objectif est atteint (on ajoutera du reste à ces images celles non moins dégradantes montrant Dominique Strauss-Kahn, l'air abattu, dans le prétoire du tribunal, se tenant péniblement debout devant une présidente qui osera même se fendre d'un sourire en fin d'audience).

Que Dominique Strauss-Kahn soit coupable ou non, il est inadmissible de traiter un homme de la sorte, d'abord parce que c'est un être humain, ensuite parce qu'il était tout de même, encore, directeur général du Fonds monétaire international (FMI). Entendons-nous bien : comme tout le monde, je crois - et suis donc attaché - au principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Je pense néanmoins qu'il y a des personnes qui, en raison de leurs responsabilités éminentes, ou des services rendus à leur nation ou au monde - et c'est le cas de Strauss-Kahn -, ont droit, au moins, à certains égards, à une certaine considération, ce qui ne signifie ni l'impunité de leurs actes ni des atténuations particulières de sanctions. Or, il apparaît que, dans cette affaire, M. Strauss-Kahn n'a pas été traité, et n'est pas traité, respectueusement, qu'il est même plus mal traité qu'un justiciable "ordinaire" : ce n'est pas, de mon point de vue, admissible.

"Le respect des femmes"

Des voix s'indignent de pareille empathie envers un homme tout de même suspecté d'agressions sexuelles graves, nous pensons en particulier aux récentes prises de position, des féministes notamment. *"Le respect des femmes doit prévaloir"*, nous dit par exemple Gisèle Halimi. *"Qui s'intéresse à ce que la jeune femme de chambre a pu et peut ressentir"*, renchérit Clémentine Autain, l'ex-adjointe du maire de Paris. Je crois, pour répondre à M^{me} Halimi, que c'est le respect des victimes, quelles qu'elles soient, qui doit s'imposer.

Or, dans l'affaire en question, n'ayant jusqu'à ce jour qu'entendu la parole de l'accusation - et de l'accusatrice -, il est hasardeux pour quiconque de désigner avec certitude la victime. La femme de chambre n'a pas menti, nous dit la même Gisèle Halimi. *"Quel serait son intérêt ?"* Désolé, madame, mais, à ce stade de l'enquête, l'hypothèse de la manipulation ne saurait être écartée. On dit la jeune femme agressée "belle femme". Quand on sait le penchant de M. Strauss-Kahn pour les "belles femmes", comment ne pas imaginer un "envoi" généreux (d'on ne sait qui ?) vers DSK et des rapports sexuels consentis, comme le soutient la défense de l'inculpé ? Je passe, pour conclure, sur les importantes zones d'ombre de l'affaire.

Voilà en effet un homme, Dominique Strauss-Kahn, qui vient de commettre les graves crimes qu'on lui reproche et qui s'en va tranquillement déjeuner avec sa fille, et qui, ensuite, sur le chemin de l'aéroport, téléphone à son hôtel (on le sait, alerté, depuis 12 h 30, de la supposée agression) pour qu'on lui rapporte un portable oublié dans sa chambre : est-ce là l'attitude "normale" de quelqu'un qui vient de commettre de tels méfaits ?

Non, décidément, la preuve reste à faire, dans cette histoire, des responsabilités exactes des uns et des autres. Gardons par conséquent, pour l'heure, un peu de retenue. Cela vaut tant, me semble-t-il,

pour les politiques au pouvoir, qui, hélas, sortent peu à peu de leur réserve, que pour les féministes dont le légitime combat pour les droits des femmes ne saurait leur faire oublier la lucidité et la prudence qui sied en pareille circonstance.

Michel Fize, Sociologue, délégué national à la justice et aux libertés au Mouvement unitaire progressiste (MUP)

////

MEDIA

Affaire DSK : l'inquiétant pouvoir des communicants

Le Monde | 20.05.11 |

Finalement la presse française aura joué un très mauvais tour à Dominique Strauss-Kahn. Au lieu de se régaler, égrillards, sur les dernières prouesses de *"la terreur des sommiers"*, les journalistes auraient dû gratter là où cela fait mal. Quelques banderilles plantées dans le cou du Minotaure auraient eu raison de son sentiment d'impunité; Dominique Strauss-Kahn n'aurait peut-être pas commis l'irréparable, dont il est accusé par la justice américaine.

"Il n'y a pas mort d'homme", plaide Jack Lang, qu'on a connu meilleur communicant. Eh bien si, il y a eu la mise à mort symbolique d'une mère célibataire d'origine africaine. A force d'absoudre le patron du Fonds monétaire international (FMI), la presse française a précipité sa chute. Pour avoir voulu fabriquer une icône, les communicants de Strauss-Kahn ont oublié qu'ils avaient affaire à un homme, avec ses fragilités.

Plus prompts aujourd'hui à s'auto-justifier qu'à enquêter, hier, sur les frasques du grand homme, les journalistes français se sont absous d'emblée. Et avec quelle vigueur. Pas question, entend-on, de s'ériger en procureurs ou en moralistes. Résistons à cette nouvelle vague de puritanisme ! Diable !

"L'information s'arrête au seuil de la chambre à coucher", a professé *Le Canard Enchaîné*. Un peu court, lorsqu'on se souvient que le patron de l'hebdomadaire satirique, Michel Gaillard, avait reconnu dans un entretien accordé à *Libération* que *"Le Canard aurait dû, durant les années Mitterrand, ne pas dissimuler l'existence de Mazarine"*. Même au *Canard*, apparemment, la porte de la chambre est entrebâillée !

Ailleurs, Franz-Olivier Giesbert, patron du *Point*, a soutenu qu'en l'absence de délit caractérisé, la presse n'avait pas à lancer d'enquête. Foutaises ! Si telle était la règle dans la profession lorsqu'il s'agit de faits divers, qui touchent le plus souvent des citoyens ordinaires, beaucoup d'entre nous seraient au chômage technique. Autant de dénégations qui masquent la frilosité de la presse face au chouchou des médias. Lorsque le site Agoravox, le 22 octobre 2008, publie le témoignage de l'écrivaine Tristane Banon, dénonçant l'agression de Strauss-Kahn, personne ne relaie l'information.

LES "SPIN DOCTORS" DE DSK

L'omerta sur le patron du FMI ne s'explique pas par les scrupules de notre profession. Et la chape de silence sur Strauss-Kahn ne touche pas seulement sa vie privée. Même le coût de ses costumes chez le tailleur de Barack Obama à Washington, révélé par *France-Soir* et confirmé par l'AFP, est considéré comme un secret d'Etat par sa garde rapprochée. Gare à qui s'aventure sur ce terrain ! Et

qui dira le harcèlement subi, celui-ci par textos, par la journaliste indépendante qui a osé enquêter sur le mode de vie du patron du FMI à Washington ?

A la manœuvre, *"la bande des quatre"*, ces communicants d'Euro-RSCG qui ont créé pour Strauss-Kahn une formidable ceinture de chasteté médiatique. Comparés à ces *spin doctors*, les Pierre Charon et autres Franck Louvrier, les hommes de Nicolas Sarkozy, font figure d'enfants de chœur.

Avec la montée en puissance de Strauss-Kahn dans la course à la présidentielle, la communication politique a pris la profession en otage. Un article complaisant est publié sur le voyage du patron de VSD en Afrique ? Euro-RSCG, qui vient de refaire la maquette de l'hebdomadaire, a pesé de tout son poids. Un livre médiocre sur les relations de Strauss-Kahn avec les femmes paraît chez Plon, signé d'une inconnue nommée Cassandra ? A peine l'ouvrage imprimé, un argumentaire assassin sur les erreurs de l'auteur est envoyé dans les rédactions par Euro-RSCG. Le message est clair : les rapports de Strauss-Kahn avec les femmes sont un non-sujet.

Les nouveaux chiens de garde mâchent le travail des journalistes et des politiques. Jusqu'au choix des mots. *"Toute cette histoire ne lui ressemble pas."* Depuis l'annonce, le 15 mai, de l'arrestation du patron du FMI, ses principaux lieutenants répètent cette phrase creuse à satiété. C'est ce qu'on appelle dans le monde de la communication *"des éléments de langage"*, signés Euro-RSCG.

Lorsque le mari d'Anne Sinclair s'est fait prendre dans une aventure avec une fonctionnaire du FMI, c'est à nouveau la force de frappe d'Euro-RSCG qui a tenté de recoller les morceaux. C'est Ramzy Khiroun, l'homme à la Porsche et conseiller d'Arnaud Lagardère, qui a confié à un journaliste de *Paris Match*, propriété du même Lagardère, le rôle de témoin capital. Il s'agissait de constater qu'Anne Sinclair n'en voulait pas à son époux volage.

L'hebdomadaire de Lagardère a même photographié le déjeuner de réconciliation des amoureux pris *"en tête à tête"*... Manque de chance, sur la photo figure un troisième couvert... Joli coup enfin, lorsqu'en 2010 l'ancienne chargée de communication de DSK à Bercy, Véronique Brachet, a été embauchée par Radio France comme responsable de la communication; elle veille au grain.

Depuis six mois, le patron de France Inter, Philippe Val, un ami de Véronique Brachet, a bataillé pour que l'animateur Daniel Mermet, réalisateur de *"Là-bas si j'y suis"*, renonce à l'émission sur *"DSK"* qu'il avait programmée sous forme d'un procès. *"Hors de question"*, lui écrit en substance Philippe Val, qui cédera à la dernière minute, avec quelques recommandations.

SOUSSION AU MONDE DE LA COMMUNICATION

Dans un autre événement historique, le départ brutal, le 16janvier, du président Ben Ali, la presse française a été prise de court. Beaucoup de journalistes défendaient les acquis du *"miracle tunisien"* vanté par Jacques Chirac et quelques autres. Là encore, des communicants français étaient à la manœuvre, convoyant des charters de journalistes au pays du jasmin dans les conditions les plus agréables.

La plus efficace fut Anne Meaux, la grande prêtresse du CAC40, qui avait obtenu, sous Ben Ali, le budget de promotion de l'image de la Tunisie. Plus récemment, en mai 2010, le célèbre faiseur de rois, Jacques Séguéla, créait Havas Tunisie. Il s'associait avec Ghazoua Ben Ali, une des filles du président déchu. Dans le dossier tunisien, les communicants de choc font merveille pour vendre à la presse, en prime, des argumentaires séduisants. Pendant vingt-trois ans, la nécessité de lutter contre l'intégrisme violent a justifié, jusqu'au dégoût, leur défense du régime.

La soumission de la presse au monde de la communication ne permet pas au simple citoyen de comprendre des séismes comme la chute de Ben Ali ou l'effondrement de DSK. Deux tiers des Français qui croient aux théories du complot dans le drame humain du patron du FMI, voici un terrible signal d'alarme. C'est à une presse indépendante, débarrassée des fabricants d'icônes, qu'incombe la charge de raconter notre monde et de le rendre intelligible.

////

MEDIA

Oscillations d'une Web-réputation

Le Monde | 20.05.11 |

Quelle est la Web-réputation de Dominique Strauss-Kahn aujourd'hui ? Nous avons opéré une veille stratégique d'image, du 14 au 16 mai, à la fois quantitative et qualitative autour de l'"affaire DSK". Outre le Web et les réseaux sociaux en général, nous avons spécifiquement centré notre attention sur Twitter. Jugé élitiste il y a encore quelques mois, Twitter a déjà charmé près de 110 millions d'utilisateurs dans le monde (contre 2,4 millions en France) gagnant quotidiennement plus de 300 000 nouveaux twittos.

Cet Twitterland crée le buzz et échange plus de 55 millions de tweets par jour ! Et des tweets, il y en a eu, depuis ce fameux 14 mai... L'onde de choc générée, samedi soir, a créé 14 fois plus de buzz autour de "DSK" (nom 4 fois plus utilisé que "Dominique Strauss-Kahn") que trois jours auparavant, avec un pic mémorable le 15 mai.

"L'affaire DSK" a ainsi généré 225 000 tweets le 15 mai à midi et le 16 mai à 18 heures. C'est tout simplement 3 fois plus que le Festival de Cannes mais, gardons les pieds sur terre, 8 fois moins que le mariage princier le 29 avril... Là s'arrête la comparaison, "Ben Laden" a généré près de 28 millions de tweets dans les trois premières heures suivant l'annonce de sa mort.

LA THÈSE DU COMLOT

L'analyse des contenus des tweets échangés depuis le 14 mai, colorés et redondants, dénigrent majoritairement "DSK" (70,8 %) tour à tour représenté comme un homme salace psychologiquement perturbé au passé sexuel trouble, et comme un homme politique dont la carrière "est" définitivement brisée. Si 21,7 % des tweets sont informationnels, 7,5 % d'entre eux lui sont plutôt favorables, mettant en avant la thèse du complot et la possible issue positive de cette affaire, avec une victoire de Dominique Strauss-Kahn "la victime" à la présidentielle de 2012. La répartition des résultats de cette analyse de sentimentalité pourrait évoluer à l'issue de sa comparution devant le grand jury qui doit se tenir vendredi 20 mai et décider d'une mise en accusation ou non.

Sur Twitter, le complot aurait été principalement fomenté par Nicolas Sarkozy, d'autant que le premier tweet diffusé le 14 mai émanerait d'un membre de l'UMP, Jonathan Pinet, dont l'information a été rediffusée par l'ex-responsable de la campagne Web de Nicolas Sarkozy. Ces "informations" troubles sèment le doute et collent désormais à la Web-réputation de Nicolas Sarkozy, qui pourrait ne pas sortir gagnant de l'"affaire DSK".

Le buzz entourant Dominique Strauss-Kahn depuis samedi profitera-t-il donc au candidat Dominique Strauss-Kahn de 2012, si tant est que ses avocats puissent l'extraire du carcan judiciaire américain ? D'un point de vue quantitatif, Dominique Strauss-Kahn marque indéniablement des points, reléguant Nicolas Sarkozy au second rang, loin derrière, dans le buzzomètre des sensibilités collectives. Mais, d'un point de vue qualitatif, quel buzz, même celui entourant une relaxe totale, permettrait à DSK de restaurer son image ?

Jérôme Coutard, président de Filteris, associé à la chaire de Recherche sur les cultures numériques (Université Laval de Québec).

Jérôme Coutard, président de Filteris, Olivier Hassid, directeur de la revue "Sécurité & Stratégie"

////

TECHNOLOGIES

L'isolement social accentue le fossé technologique

Le Monde | 28.05.11 |

Pour la première fois, Internet a figuré au programme officiel du G8, qui s'est achevé vendredi 28 mai. Si les aspects économiques et éthiques ont été abordés, rien, en revanche, sur le fossé numérique. Pourtant, vingt ans après le développement d'Internet auprès du grand public, 31,5 % des Français ne possèdent pas d'ordinateur à domicile et 37,1 % n'ont pas accès à Internet, selon un rapport récent du Centre d'analyses stratégiques (CAS).

Une fracture qui correspond, selon les experts du CAS, non pas à un mais à trois fossés, liés à la possession des outils et aussi à leur usage. Premier fossé, l'aspect générationnel. Seulement 16,9 % des plus de 75 ans disposent à leur domicile d'un ordinateur et 15 % ont une connexion Internet. A l'inverse, 90,8 % des 15-24 ans ont accès à un ordinateur et 83,73 % ont Internet à la maison.

Par manque de temps

Deuxième groupe de population fragilisée dans l'accès aux technologies, celui des personnes aux faibles revenus. 34 % d'entre elles sont équipées à domicile et 28,2 % ont accès à Internet contre respectivement 91 % et 87,1 % pour les revenus les plus élevés. Enfin, le fossé culturel prive les moins instruits des possibilités de l'outil informatique. Ses différents facteurs se croisent, excluant de fait toute une population de la société du numérique.

Anthropologue des usages des technologies de l'information à l'université Rennes-II, Pascal Plantard est un des spécialistes français des questions de fractures numériques. Auteur de l'ouvrage *Pour en finir avec la fracture numérique* (Ed. Fyp), il considère que le décryptage de cette fracture est en réalité encore plus complexe. Selon le chercheur, "tous les indicateurs socio-économiques (âge, revenu, capital culturel) sont en train d'être rebattu par un autre facteur, l'isolement social".

Ce phénomène qu'il a repéré dans ses travaux pour la première fois en 2009 fait sauter les catégories traditionnelles. "La fracture numérique ne se résume pas à ceux qui ont accès aux technologies, les comprennent et les utilisent, et les autres qui en sont exclus, rapidement identifiés comme pauvres, âgés, d'origine étrangère et très souvent de sexe féminin."

Pour M. Plantard, l'absence de temps disponible à consacrer au numérique est aussi une raison de non-usage par les personnes qui se sentent isolées. Deux facteurs qui concernent toutes les générations et toutes les classes sociales, et qui ne peuvent pas être résolus uniquement par des solutions techniques comme le déploiement des réseaux à haut débit.

C. Ro.

////

ENVIRONNEMENT

En France, la disparition très préoccupante des oiseaux

Le Monde | 28.05.11 |

Au terme d'un travail de trois ans, l'Union mondiale pour la conservation de la nature (UICN) a publié, jeudi 26 mai, la première liste rouge des oiseaux menacés de la France métropolitaine : l'état des lieux des 568 espèces recensées confirme une *"situation très préoccupante"* puisque 26 % des oiseaux nicheurs - ceux qui se reproduisent en France - sont considérés comme menacés.

Plus que ce chiffre, connu depuis 2008, cette liste rouge permet d'affiner les causes de la disparition . L'utilisation massive de pesticides dans l'agriculture ainsi que l'extension urbaine ressortent comme les deux principales menaces. *"Le pic cendré apparaît ainsi en forte régression sur tout le territoire et une espèce autrefois aussi commune que le bouvreuil pivoine est aujourd'hui "vulnérable" du fait de son déclin de près de 60 % en moins de vingt ans"*, explique l'UICN.

"Il se passe quelque chose de singulier en France", souligne Florian Kirchner, membre du comité français, en rappelant seulement 12 % des oiseaux nicheurs sont exposés à un risque de disparition dans le monde. La situation de nos voisins n'est certainement pas très différente, mais rien ne permet pour l'instant de l'affirmer, la France étant le premier pays à avoir achevé sa liste rouge nationale.

LE PLUS LOURD TRIBUT

Outre les oiseaux nicheurs, ce travail réalisé en collaboration avec le Muséum national d'histoire naturelle et la Ligue de protection des oiseaux s'est aussi penché sur le sort des espèces migrant en France - soient qu'elles viennent y passer l'hiver, soient qu'elles ne fassent que la traverser. Ces espèces étant plus difficiles à observer, l'UICN ne peut, faute de données, évaluer avec autant de précision leur situation, mais elle estime cependant qu'au moins quinze espèces sont menacées de disparition.

La dégradation des zones humides et le changement climatique affectent la qualité et la répartition des aires d'hivernage, où les oiseaux viennent chercher nourriture et repos.

Pour conclure que la survie d'une espèce est menacée, l'UICN se fonde sur cinq critères, dont les effectifs de l'espèce, son évolution dans le temps et les aires de répartition. Elle distingue, selon la gravité de la situation, plusieurs catégories. "En danger critique d'extinction" désigne la situation la plus grave et concerne aujourd'hui onze oiseaux, dont le vautour moine, même s'il fait l'objet d'un programme de réintroduction réussi dans les Grands Causses (Lozère) depuis les années 1990.

Vingt oiseaux sont ensuite classés dans la catégorie "en danger" et quarante-deux sont considérés comme "vulnérables". Si la menace qui pèse sur eux est jugée moins aiguë, l'UICN juge cependant qu'elle est assez forte pour que la France prenne des mesures de protection. *"Cet état des lieux est important pour guider les politiques publiques, notamment lorsqu'il s'agit d'interdire la chasse"*, précise Florian Kirchner.

Le pire n'est cependant jamais certain et plusieurs exemples - comme celui du blongios nain ou du bécasseau maubèche, tous deux migrateurs - montrent que des programmes de protection des zones humides permettent d'inverser la tendance.

Reste que les oiseaux paient en France le plus lourd tribut au phénomène global de disparition des espèces. Un amphibien sur cinq, et un mammifère sur dix *"seulement"* sont menacés en France, selon l'UICN.

uicn.fr

Laurence Caramel

////

MEDECINE

Un cheval de Troie pour mieux achever le VIH

Le Monde | 27.05.11 | 14h44 • Mis à jour le 27.05.11 | 14h44

C'est une percée importante dans la connaissance du déroulement de l'infection par le VIH, mais aussi l'ouverture d'une piste pour empêcher la réplication du virus. Elle s'appuie sur un paradoxe apparent : rendre plus vulnérables les cellules en première ligne lors de l'infection pour améliorer dans un second temps la réponse immunitaire. Plusieurs équipes du CNRS ont mis en évidence l'existence d'une protéine, SAMHD1, qui limite l'infection par le VIH1 des toutes premières cellules du système immunitaire qu'il rencontre, mais qui, de ce fait, ne déclenche pas une réaction de défense optimale. Leur article a été publié jeudi 25 mai par la revue *Nature*.

Moncef Benkirane (Institut de génétique humaine, Montpellier) et ses collègues se sont intéressés aux cellules dendritiques. Elles sont chargées de déclencher les défenses immunitaires, avec à la fois une réponse innée, non spécifique de l'intrus, et une réponse adaptative ciblant le virus. Pour cette dernière, les cellules dendritiques "présentent" des éléments distinctifs de l'agent étranger - ses antigènes - à d'autres cellules du système immunitaire, les lymphocytes T.

Lors de l'infection par le VIH1, le type le plus présent dans le monde, ce virus du sida n'infecte pas les cellules dendritiques, ce qui empêche une réponse immunitaire spécifique optimale. A l'inverse, dans le cas du VIH2, surtout présent en Afrique de l'Ouest et moins contagieux, comme dans l'équivalent du VIH chez les singes (SIV), l'infection des cellules dendritiques est complète.

"Cela résulte de l'expression par le VIH2 d'une protéine virale que n'exprime pas le VIH1. Nous avons donc voulu savoir si, en exposant des cellules dendritiques à cette protéine, nous les rendrions permissives à l'infection par le VIH1. L'idée serait d'améliorer la réponse immunitaire

spécifique en agissant très tôt lors de la primo-infection. Les cellules ainsi modifiées seraient réinjectées au patient comme lors d'une greffe autologue", résume Monsef Benkirane.

Les chercheurs du CNRS sont parvenus à identifier une protéine cellulaire, le "SAMHD1", dont la protéine virale induit la dégradation. *"SAMHD1 fait partie des facteurs de restriction intracellulaire du VIH, permettant de contrôler l'infection. Sa dégradation ouvre la voie à l'infection des cellules dendritiques et donc à une réponse immunitaire renforcée, ce qui ne se produit pas avec le VIH1",* précise M. Benkirane.

Ces travaux, soutenus par l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites (ANRS), le Sidaction, la Fondation pour la recherche médicale et le Conseil européen de la recherche, fournissent une hypothèse expliquant le phénomène des *"contrôleurs d'élite"*, des individus chez qui la réplication du VIH reste bridée, avec un virus indétectable dans le sang, comme si l'infection ne se déclenchait pas. Ces personnes pourraient porter une mutation génétique leur faisant exprimer le facteur de restriction intracellulaire.

Surtout, ces recherches font entrevoir des stratégies pour empêcher la réplication du VIH. Monsef Benkirane et ses collègues ont mis en place des collaborations avec plusieurs autres équipes afin d'explorer in vitro et sur des modèles animaux (souris humanisées, primates) les possibilités d'expression de la protéine SAMHD1 par les cellules ciblées par le VIH1.

"La protéine SAMHD1 apparaît comme un antiviral naturel efficace, commente le professeur Yves Lévy, chef du service d'immunologie clinique à l'hôpital Henri-Mondor (Créteil). On peut imaginer de favoriser la différenciation de cellules souches d'un individu infecté en cellules sanguines exprimant cette protéine, afin de bloquer la réplication du VIH1 et de reconstituer le système immunitaire."

Yves Lévy estime également que ces travaux ouvrent la perspective de pouvoir agir sur les "réservoirs" dans lesquels le VIH persiste au sein de l'organisme même lorsqu'il est devenu indétectable dans le sang. L'équipe du professeur Lévy et celle de la Prix Nobel Françoise Barré-Sinoussi à l'Institut Pasteur participent aux programmes de recherche sur des modèles animaux en collaboration avec Monsef Benkirane et ses collègues.

Paul Benkimoun

////

SOCIETE

Comment parler aux enfants des agressions sexuelles qui font l'actualité?

Le Monde pour Le Monde.fr | 27.05.11 |

Emma : Mère de trois jeunes enfants, je n'ai pu empêcher qu'ils entendent parler de l'affaire DSK. Qu'est-ce qu'un agresseur sexuel, un viol ? Les questions ont fusé. Jusqu'où faut-il aller dans l'explication sans les terroriser ?

Claude Halmos : Je crois qu'on peut très bien expliquer sans terroriser. Ce qu'il faut, pour qu'un enfant comprenne, c'est expliquer la sexualité, avec des mots simples en fonction de l'âge. Il faut expliquer la différence des sexes, la conception et le rôle du père, la grossesse.

Et expliquer en même temps les interdits : l'interdit de la sexualité entre adultes et enfants et l'interdit de l'inceste – relations amoureuses et sexuelles entre membres d'une même famille.

Il faut expliquer que la sexualité est quelque chose qui se passe entre grandes personnes, mais c'est surtout quelque chose, chez les humains, qui ne peut se passer qu'entre personnes qui sont d'accord.

Parce qu'on n'a pas le droit de se jeter sur quelqu'un, même si on est très fort, et de prendre ce quelqu'un pour faire ce qu'on a envie de faire avec lui.

Il faut savoir qu'il y a des grandes personnes à qui on n'a pas appris cette règle-là quand ils étaient petits. Ces grandes personnes croient donc – ou font semblant de croire – qu'elles peuvent faire n'importe quoi. C'est vrai pour toutes les règles.

Il y a des grandes personnes qui croient qu'on peut voler sans être puni, ou taper sur les autres sans être puni, et d'autres qui croient qu'on peut prendre quelqu'un malgré lui, par la force. Ce n'est pas vrai, c'est interdit, et ça porte un nom particulier : un viol. C'est quand une personne, parce qu'elle est plus forte que l'autre, va prendre une autre personne, plus faible, pour lui imposer de faire avec elle des choses que cette personne ne veut pas.

Et ce qui est important, c'est qu'il n'y a pas pour des enfants petits à entrer dans les détails. Il faut faire attention de ne pas leur mettre dans la tête des images qu'on peut avoir soi-même.

Aline : Est-ce que l'affaire DSK peut créer un rapport angoissant à la sexualité chez les enfants ?

L'affaire DSK peut, bien sûr, créer un rapport angoissant à la sexualité si on ne parle pas avec l'enfant, si on ne lui explique pas. Il peut rester avec l'idée que le monde est une jungle dans laquelle il y a des prédateurs qui peuvent – même si personne ne sait ce que DSK a fait ou non – à tout moment se jeter sur les plus faibles, donc éventuellement sur les enfants. Il faut vraiment rappeler que ces actes sont terribles mais qu'ils sont exceptionnels.

Et qu'ils sont punis par la loi. Mais il faut aussi, quand on explique, faire attention à la fois de donner les vraies explications et de ne pas fabriquer pour l'enfant un film d'horreur. On donne les explications le plus sobrement et plus clairement possible, on répond aux questions qui peuvent venir à l'enfant à la suite de ces explications, mais on le laisse fabriquer ses propres images dans sa tête, et on lui dit bien que s'il pense à des choses ensuite, le soir ou le lendemain, en parlant avec ses copains, on en reparlera avec lui.

Lili : Est-ce que le fait que DSK représente une figure d'autorité (président d'une grande institution) ne rajoute pas une dimension perturbante pour les enfants dans leur rapport au vrai et au faux, au bien et au mal ?

Cela peut en tout cas accroître pour eux l'idée qu'il y aurait une catégorie de gens sur la Terre qui, à cause de leur pouvoir, seraient à l'abri des lois.

Par exemple, assez souvent, en thérapie, les enfants posent la question de savoir si les policiers eux-mêmes sont soumis à la loi : peut-on être agent de la force publique, chargé de faire respecter la loi

par les autres, et en même temps être soumis à cette même loi ? Evidemment, la réponse est oui, et on peut expliquer à l'enfant qu'il y a une police des polices.

Mais cela veut dire que, par exemple, quand on lui met une limite à la maison, on lui explique bien que les parents qui mettent cette limite la mettent non pas comme un caprice ou une lubie, mais parce que c'est une loi que tout le monde doit respecter. Par exemple, on ne jette pas des objets par la fenêtre. Même les grandes personnes, même les parents doivent respecter cette règle. Donc une histoire d'actualité comme ça peut, si on parle avec l'enfant, permettre de donner ou de préciser des repères qu'il n'avait pas forcément.

Hubert : Les enfants n'en savent-ils pas plus que nous voulons bien le croire ? Ils discutent entre eux, regardent les infos, etc.

Bien sûr qu'ils en savent plus qu'on ne croit. Et surtout, il y a des savoirs de cours de récré sur la différence des sexes et la sexualité notamment, qui circulent et sont souvent des vérités soit parcellaires, soit très imaginaires. Donc quand un enfant pose une question, il est toujours très important, avant de répondre, de lui demander ce que lui en pense, ce qui lui sait déjà ou croit savoir, ce qu'il a entendu là-dessus.

Car à ce moment-là, on part de ce qu'il a déjà dans la tête pour confirmer ou pour faire évoluer les choses.

Et puis, en lui posant cette question, on lui signifie aussi que ce n'est pas une faute de savoir des choses là-dessus, qu'il a le droit, qu'on ne va pas le gronder parce qu'il a parlé du viol avec ses copains. Ce qui est important, c'est qu'après avoir parlé aux copains, il faut en parler aux parents, qui ont des informations plus sûres que les copains.

Mathilde : L'affaire DSK a donné lieu à un déferlement de commentaires sexistes. Faut-il systématiquement expliquer aux enfants que nous ne sommes pas d'accord avec cela ? Ou ne doit-on pas trop les ennuyer avec cela alors qu'ils sont si jeunes et ne mesurent pas encore bien l'enjeu ?

Il y a une différence entre "prendre la tête" des enfants avec un sujet et les informer. On peut leur dire que, dans ce qui a été dit, il y a eu des commentaires qui montraient que certaines personnes pensent que les hommes sont supérieurs aux femmes, que les garçons sont supérieurs aux filles, ce qui est idiot, car les garçons ont des choses que les filles n'ont pas, mais les filles ont des choses que les garçons n'ont pas. Les garçons ont un pénis et les filles n'en ont pas, par exemple, mais elles ont des organes sexuels qui ne se voient pas, qui leur permettent d'avoir des enfants, ce que les garçons n'ont pas. Donc les garçons et les filles sont différents, mais aucun n'est supérieur à l'autre.

Si cela intéresse l'enfant, il en reparlera, sinon, il laissera tomber, et cela lui reviendra peut-être un ou deux ans plus tard à l'occasion d'un autre événement. On n'est pas obligé de lui infliger des théories féministes ou autre. On peut juste l'informer.

Samuel : Je trouve que dans un monde idéal les enfants devraient être épargnés par ce genre d'information... Mais il n'est pas possible de vivre dans une bulle.

Jean-Baptiste : Est-ce qu'il n'est pas finalement plus simple d'éteindre la télévision et d'éviter à l'enfant d'être confronté à de sordides histoires dès son plus jeune âge ?

Si on faisait cela, cela voudrait dire qu'on essaie de faire vivre l'enfant dans une bulle où il est protégé de la violence du monde. Ce n'est pas possible, car même si on éteint la télévision, dans les

autres familles, la télévision ne sera pas éteinte, les enfants à l'école auront entendu parler des choses, et l'enfant, donc, qui n'aura pas vu la télévision, entendra parler de ces choses.

Donc on ne peut pas épargner à l'enfant la violence du monde. On peut lui en épargner une partie, par exemple en sélectionnant ce qu'il voit à la télé. Surtout, on peut filtrer cette violence et faire en sorte qu'il soit de plus en plus armé pour la supporter, en l'entourant et en en parlant avec lui.

Mais cela pose une question très importante, parce que si on protégeait complètement un enfant de la violence du monde, cela veut dire que le jour où il sortirait quand même dans le monde, devenu grand adolescent ou jeune adulte, il prendrait cette violence de plein fouet sans avoir été armé, depuis son enfance, pour la supporter.

Et c'est important de le rappeler, parce qu'à notre époque où la vie est de plus en plus violente pour les parents, ils essaient souvent de préserver de façon excessive leurs enfants.

C'est justifié quand il s'agit de la violence à la télévision, bien sûr, mais ça ne l'est pas quand il s'agit, par exemple, de laisser passer des transgressions ou de ne pas lui imposer des limites en disant : *"il est encore petit, il aura bien le temps de souffrir plus tard"*.

C'est quelque chose qui n'aide pas les enfants.

Georges : A partir de quel âge faut-il alerter les enfants sur l'existence d'agresseurs sexuels ? Ma fille de 8 ans, qui aimerait aller seule à l'école toute proche, nous traite de trouillards...

Guest : En tant que parents, comment réussir à prendre du recul – alors qu'avec toutes ces affaires d'agressions sexuelles impliquant des enfants, on a l'impression que les pédophiles sont partout ? Cela peut générer de l'angoisse chez les parents.

Laetitia : J'ai un souci que peut-être d'autres parents partagent: les médias relatent aussi de nombreuses affaires sordides d'agressions sexuelles qui concernent des enfants. J'en viens à craindre que mon enfant soit agressé (on a l'impression qu'il y a des pédophiles partout). C'est devenu tellement problématique pour moi que je consulte une psy depuis quelques mois. Comment réussir à prendre du recul par rapport à cela, et à ne pas transmettre cette peur à mon enfant – tout en le mettant en garde.

C'est une angoisse des parents qui est légitime. Mais il faut pouvoir relativiser les choses.

Les pédophiles existent, mais il n'y en a pas partout, même si, comme les médias parlent à juste titre beaucoup des agressions sur les enfants lorsqu'elles surviennent, on peut avoir l'impression que c'est tout le temps et partout. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la meilleure protection pour les enfants, c'est de leur expliquer les choses, c'est qu'ils soient informés des dangers.

Parce que cela veut dire qu'eux-mêmes sont prévenus et à même de réagir si un adulte leur fait des propositions. Et il faut savoir que la majorité des agresseurs - pas tous, certains usent de la force mais ce n'est pas le plus fréquent - jouent sur l'ignorance et la crédulité de l'enfant.

On lui propose d'aller voir quelque chose, on le fait monter dans une voiture, etc.

Comment prévenir un enfant ? Un enfant ne peut être armé pour se défendre envers d'éventuels agresseurs que s'il sait ce qu'est la sexualité et s'il connaît les interdits – inceste, sexualité entre adulte et enfant. On peut alors expliquer à l'enfant – dès l'âge de 3 ans – que certains adultes, qui

sont malades dans leur tête, même si ça ne se voit pas forcément, font semblant de ne pas connaître cette loi.

Et donc proposent à des enfants de faire des choses que les grandes personnes ont le droit de faire quand elles sont amoureuses avec d'autres grandes personnes qui sont d'accord, mais qu'elles n'ont pas le droit de faire avec des enfants.

Donc on ne suit jamais une grande personne qu'on ne connaît pas ou qu'on ne connaît pas beaucoup, quoi qu'elle raconte. Même si elle dit : *"ta maman m'a dit de venir te chercher, ta maman est à l'hôpital"*. D'autre part, si la personne insiste, on demande de l'aide au premier adulte qui passe, et on crie pour alerter tout le monde, parce que les grandes personnes malades qu'on appelle des pédophiles sont des gens qui savent très bien que ce qu'ils font est interdit, et qui ne veulent pas que la police vienne les prendre.

Une fois qu'on a expliqué ça, on peut dire à l'enfant que tous les parents sont inquiets, car ils savent que ce genre de choses existent, et que donc soi-même on est inquiet, mais cela ne veut pas dire que ce genre de choses arrivent tout le temps.

Mais si on ne permet pas à un enfant d'aller seul à l'école, cela ne peut pas être seulement à cause d'agresseurs sexuels éventuels. Ca peut être parce que le chemin est long, parce que la rue n'est pas très fréquentée, etc. Et il est important de dire à l'enfant qu'on pense que pour l'instant il n'est pas encore capable de le faire, mais que progressivement il va le devenir et qu'on va l'aider à le devenir. Par exemple en faisant le chemin avec lui plusieurs fois pour voir comment il se débrouille.

Laetitia : Mais est-ce que ce n'est pas anxiogène de dire tout ça à un enfant ? Cela fait beaucoup d'informations – essentielles, je suis d'accord...

Ce n'est pas anxiogène. Cela peut inquiéter momentanément l'enfant, comme cela peut l'inquiéter si on lui dit : *"on ne s'approche pas n'importe comment même d'un chien qui a l'air gentil, sinon on risque de l'effrayer et qu'il devienne brutal pour se défendre"*. C'est inquiétant, éventuellement, parce qu'on révèle à l'enfant l'existence d'un danger qu'il ignorait.

Comme il peut ignorer que la porte du four brûle quand le four est allumé, et qu'on ne doit pas mettre ses mains dessus. Mais qu'il s'agisse du four, du chien ou des pédophiles, en même temps qu'on l'informe du danger, on lui donne la méthode pour éviter ce danger.

Quand un enfant est angoissé, il l'est parce qu'il est confronté à des peurs imaginaires qui n'ont par définition pas de limites. Et par rapport auxquelles il se sent impuissant.

Si on dit à un enfant : *"on aborde un chien d'une certaine façon"*, on lui dit par là-même qu'il n'a pas besoin d'avoir peur des chiens s'il se conduit d'une façon appropriée avec eux.

Et si, de façon transitoire, il est néanmoins inquiet – ce qui encore une fois est normal puisqu'il vient de découvrir l'existence d'un danger qu'il ignorait –, on en reparle avec lui pour bien lui expliquer que ce danger est un danger contre lequel il peut quelque chose.

On est donc dans un univers de réalité dans lequel les dangers sont cernés et ont des limites, et par rapport auxquels l'enfant a des moyens d'action. On n'est donc pas du tout dans l'univers du cauchemar anxiogène, où l'on subit sans rien pouvoir y faire.

Morel : Comment aborder la question du viol ou de la contrainte sexuelle avec un enfant qui ne sait pas exactement ce que sont des rapports sexuels "normaux" ? Faut-il expliquer tout le fonctionnement de la sexualité à des enfants de 6-8 ans ?

Un enfant de 6-8 ans devrait savoir depuis déjà longtemps ce qu'est un acte sexuel. Il existe d'ailleurs des petits livres qui aident beaucoup les parents, qui sont très bien faits, avec des explications très claires, et des schémas très pudiques, qui permettent à l'enfant de comprendre ce dont il s'agit.

C'est très important, parce que ce savoir évite beaucoup d'angoisses, dont on retrouve la trace, par exemple, dans les analyses de personnes adultes, qui racontent comment, faute d'explications, elles étaient – qu'elles aient été garçons ou filles – terrifiées par la sexualité. Celle-ci pouvait leur apparaître comme un acte incompréhensible et monstrueux.

Alain : Est-ce que les enfants ne voient pas tous les jours dans les films et séries télé des choses équivalentes ou pires à ce qu'on voit dans l'actualité ?

Bien sûr. Ce n'est d'ailleurs pas forcément qu'ils regardent ce genre de films, surtout sans accompagnement. Mais s'ils les ont vus, c'est important de leur dire qu'il s'agit de fictions, de comédiens qui jouent, et ce n'est pas pour de vrai.

On joue à se tuer avec des revolvers, mais c'est pour de faux. Ce qui peut être déstabilisant pour un enfant, c'est de se rendre compte que des choses que d'habitude on voit dans des films qui font peur peuvent aussi exister dans la réalité.

Et c'est là qu'il faut l'accompagner en lui disant bien que de tels faits existent, mais qu'ils sont heureusement exceptionnels.

Diane : Comment expliquer la présomption d'innocence aux enfants ?

On peut l'expliquer comme aux adultes, mais en leur donnant des exemples de leur vie. Par exemple : *"un copain a été dire à la maîtresse que tu lui as volé son cartable"*. Ou bien la maîtresse ne cherche pas à savoir et te dit : *"tu es un voleur"*, elle te punit, t'envoie chez le directeur, on convoque tes parents et c'est terrible. Ou bien la maîtresse fait bien son travail, et va faire une enquête pour savoir si ce dont ton copain t'accuse est vrai.

Et tant qu'on n'a pas la preuve que c'est vrai, tu es "préssumé innocent", c'est-à-dire qu'on n'a pas le droit de dire que tu es coupable, parce qu'on ne peut pas le prouver et que ce serait très grave de dire à quelqu'un qu'il a fait quelque chose de mal alors qu'il ne l'a pas fait.

Dans la société, la police et la justice font la même chose que la maîtresse : on enquête ; si l'accusation à l'issue de l'enquête se révèle vraie, la personne accusée sera jugée et punie ; si ce n'est pas vrai, elle sera libérée et elle aura même le droit d'attaquer en justice la personne qui l'a accusée de façon injuste. Cela s'appelle une dénonciation calomnieuse.

Pourquoi aura-t-elle ce droit ? Parce qu'être accusé de quelque chose qu'on n'a pas fait, c'est terrible. Si on t'accuse de voler et que tu n'as pas volé, tu vas être très malheureux. Et en plus, accuser quelqu'un, cela veut dire que tous les autres vont penser qu'il est un voleur, par exemple. Si tu es vraiment un voleur, tu n'as à t'en prendre qu'à toi, mais si tu ne l'es pas, c'est terrible. Donc on se donne les moyens d'enquêter.

**Eludug : Et quand l'information journalistique entre dans le domaine de la pornographie ?
Que donner comme explication aux enfants qui y sont confrontés ?**

Je crois qu'avec des adolescents on peut aborder les détails des actes de la sexualité. Je crois qu'avec des enfants petits, autant il est très important de leur donner des informations sur la sexualité, autant il n'y a pas à entrer dans les détails des actes qu'ils ne peuvent pas comprendre parce que c'est très loin de leur propre forme de sensualité – la sexualité des enfants n'a rien à voir avec celle des adultes –, et d'autre part, parce que cela prêter à ce qu'ils fabriquent dans leur tête des images traumatisantes pour eux.

Donc on peut très bien leur dire : "Tu sais que je t'informe des choses que tu as le droit de savoir et que tu peux comprendre, je t'ai appris la différence entre les garçons et les filles, comment on fait fait les enfants, ce qui se passe entre des grandes personnes qui s'aiment, mais pour le reste des détails, ce sont des choses que tu découvriras toi-même quand tu seras plus grand, et dont nous pourrons parler à ce moment si tu en as besoin. Parce que quand on est un enfant et qu'on s'occupe trop des choses de la vie des grandes personnes, ça empêche de grandir."

////